

CONSEIL D'ADMINISTRATION du 13 mars 2025

DÉLIBÉRATION N° 2025-01

Compte-rendu de la réunion du conseil d'administration
du 21 novembre 2024

Délibération n° 2025-01 portant procès-verbal de de la réunion du conseil
d'administration du 21 novembre 2024

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment l'article R. 812-7,

Vu le décret n° 94-1225 du 30 décembre 1994 portant organisation de l'École nationale supérieure de

paysage de Versailles,

Le conseil d'administration décide :

Article unique

Le compte-rendu de la réunion du conseil d'administration du 21 novembre 2024, présenté en annexe, est adopté.

Favorables	25
Défavorables	
Abstentions	
Total votants	25

La délibération est approuvée /-~~rejetée~~

Fait à Versailles, le 13 mars 2025

Le président du conseil d'administration

Henri BAVA



PROCES-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 21 NOVEMBRE 2024

Avis : Le présent compte-rendu synthétise le sens des prises de paroles, sans constituer un verbatim

Compte-rendu des débats et délibérations

Monsieur Henri Bava, président, ouvre la séance du conseil d'administration à 14h38.

Au début de la séance, le quorum est réuni avec 25 membres présents ou représentés.

Points liminaires

- **Point de situation de la directrice**

Mme Bonnet présente les dernières actualités depuis la précédente réunion du conseil.

- **Echelle institutionnelle :**

L'équipe de direction est désormais presque au complet. L'établissement a procédé à de très bons recrutements (DAF, maintenance, jardinier en chef, responsable chantier du siècle, etc.). Vincent Ténier vient de rejoindre l'ENSP sur le poste de Secrétaire général. Son arrivée va permettre de coordonner les fonctions supports, d'accompagner l'opérationnalisation de nos projets et de renforcer notre capacité de pilotage.

La conséquence est qu'il reste peu de postes vacants, à l'exception notamment de directeur du patrimoine qui devrait arriver sous peu. Le plafond d'emploi est désormais saturé.

L'établissement a reçu le comité d'évaluation du HCERES les 5 et 6 novembre dernier. Il s'agit d'un moment important et utile pour l'institution. Au total, plus d'une vingtaine d'entretiens ont eu lieu sur deux jours. Un rapport sera publié au printemps, il sera utile à l'ENSP pour la suite, notamment pour nourrir la finalisation du projet d'établissement.

- **Formation initiale :**

Rentrée étudiante : les effectifs sont en augmentation avec 252 étudiants inscrits (48 à Marseille et 204 à Versailles) en cette rentrée dont 77 boursiers (soit 30,5% de boursiers), 14 apprentis

Le calendrier de mise en œuvre de la refonte a été affiné :

- Septembre 2025 pour la nouvelle maquette du mastere, en éprouvant dès septembre 2024 une version de transition repositionnant notamment le mémoire
- Septembre 2025 pour la nouvelle version du CPEP2 et du DEP1
- Un groupe de travail « enseignement des techniques » institué.

- **Formation continue :**

La situation est toujours très compliquée en raison de diverses difficultés, de départs en retraite et de l'arrêt des financements de la Région qui ont entraîné la division par deux des effectifs CCJP. L'impact financier a pu être relativement maîtrisé pour le moment mais il risque de se faire sentir fortement à partir de 2026. Il est donc nécessaire pour le département de la formation continue de s'inscrire dans un nouvel élan.

Le projet de création d'une Ecole supérieure de jardin doit fournir une nouvelle dynamique et renforcer l'équipe autant administrative que pédagogique.

- **Recherche :**

On notera notamment :

- Le financement d'un projet de recherche (démarrage 2025) par le programme ITTECOP (infrastructures de transports terrestres, énergie, écologie et paysage) : Agrieli, consacré au développement d'installations de production énergétique en lien avec l'agriculture (méthanisation et agri-voltaïsme) ; partenariat avec l'université de Wageningen aux Pays-Bas.
- La soutenance de la thèse de doctorat en paysage de Ken Novellas à Marseille, le 14 novembre : « La démarche paysagère face aux risques littoraux et aux changements climatiques ; Modèles d'aménagement et outils de projet pour ménager les terres basses de l'étang de Berre, du chenal de Caronte et du golfe de Fos. »
- Deux autres soutenances de thèses programmées à Versailles, mi-décembre puis mi-février.

La situation des chaires se complique, malgré une belle dynamique et la satisfaction des partenaires, en raison du contexte budgétaire national. Cette situation peu porteuse intervient au moment du renouvellement du CPIER et de l'élaboration de nouvelle convention quadripartite « paysage et énergie ». Une baisse sensible des financements est à prévoir dès 2025.

- **Potager du Roi :**

Une nouvelle équipe est installée pour la gestion du Potager du Roi : Jean Mahaud est pérennisé dans ses fonctions de directeur du Potager dont il effectuait l'interim, et un nouveau Jardinier en chef (Ivan Thé) est arrivé en octobre. Grâce au soutien de la DGER, nous poursuivons le recrutement de nouveaux jardiniers.

Les opérations d'arrachage et replantation se poursuivent conformément au plan SIG validé. Une partie est prise en charge par les Amis du Potager dans le cadre du mécénat Truffaut.

Nous poursuivons également l'amélioration de l'accueil portée par la direction de la communication et des relations extérieures, ainsi que le renforcement de la dimension horticole du site.

L'équipe prépare les terrains qui seront support de formation dans le cadre de la future ESJ.

Une dégradation importante de l'enduit du mur de la Quintinie a été constatée deux ans seulement après leur rénovation. Une expertise est diligentée pour recours à la garantie décennale.

- **Accueil du public, boutique, communication et mécénat (périmètre DCRE)**

L'événement des Saveurs du Potager des 4 et 5 octobre a attiré près plus de 3000 visiteurs, dont 1215 visiteurs payants (+35% d'entrée et + 44% de chiffre d'affaire). Un petit film a été réalisé afin de valoriser cet évènement sur les réseaux sociaux.

Une opération de parrainage des arbres fruitiers du Potager du Roi a été lancée dans le cadre du vaste programme de replantation. En quelques semaines, on comptabilise 24 donateurs et prospects pour 12 000€ de recettes.

La communication interne a été réinvestie avec une première newsletter interne « La Feuille » diffusée le 27 juin, la seconde début octobre, et 5 rendez-vous des Jeudis de l'info organisés pour communiquer et échanger sur les grands projets de l'établissement.

Un important travail de prospection a été réalisé auprès de nos partenaires et mécènes pour soutenir nos projets (ESJ et Chantier du siècle essentiellement) : WMF, Fondation Diptyque, Villa Medicis, Campus Versailles, Etablissement public de Versailles, Havas...

- Documentation et archives (SDAC)

La migration de la base de données et l'intégration au réseau ArchiRès (réseau des bibliothèques des écoles d'architecture et de paysage) ont été assurés à la suite de l'intégration de l'antenne de Marseille à l'IMVT.

Notre dossier de candidature à la BNF, pour la numérisation d'archives iconographiques du Fonds Prévosteau au sein de Gallica (bibliothèque numérique de la BNF), a été accepté.

L'ENSP représente la France au sein du projet COST sur les archives de paysagistes, porté par l'UE.

Le service a également lancé l'actualisation et la refonte des inventaires des ouvrages et documents iconographiques anciens (1ère phase avant valorisation).

- Systèmes d'information

Une migration complète de l'infrastructure a été assurée sans rupture de service pour une meilleure disponibilité et sécurité.

L'ENSP poursuit l'installation de nouveaux équipements audio-visuels, notamment dans l'amphithéâtre afin de réaliser des vidéo conférences en autonomie.

On souligne aussi la mise en ligne du site des sauvages du potager dédié à l'inventaire de la flore indigène et naturalisée du Potager du Roi.

L'efficacité du renforcement des normes de sécurité réalisé a pu être validée lors de différents audits.

- En matière de pilotage

On enregistre une activité importante en matière de ressources humaines :

- Renforcement du dialogue social via la relance des réunions du CSA (14 novembre 2024)
- Mise en œuvre de la protection sociale complémentaire au 01/01/2025
- Poursuite des campagnes de recrutement -restent deux recrutements le directeur du Patrimoine et le responsable des affaires juridiques
- A ce jour, 22 recrutements sur emplois permanents effectués.

Des mesures d'économies suite au message de la DGER sur un risque de baisse de 10% de la SCSP.

Nous poursuivons la diversification des ressources propres, à l'appui de nos projets et de nos enjeux de rénovation.

Les échanges avec le MASAF sont réguliers et renforcés : entretiens stratégiques le 21 septembre, bilatérales 17 octobre dernier, réunions sur la situation immobilière du site versaillais....

- **Aspects immobiliers et de gestion de notre patrimoine**

Un projet a été lancé pour la modernisation de l'accueil (boutique, parking, avec stagiaires CCJP) :

- Projet d'aménagement du parking et d'installation d'une halle (ENSAV, ESB)
- Réflexion sur les espaces intérieurs de Saint-Louis

Nous mettons également en œuvre l'opération prioritaire de mise en sécurité des bâtiments dont les clos couverts sont très dégradés, dans l'attente de leur réfection. Le coût très élevé de la remise en état des clos couvert vétuste est un problème important pour l'établissement, qui ne dispose pas des fonds nécessaires.

En septembre un technicien maintenance et un responsable du chantier du siècle ont pu être recrutés.

Les marchés CVC de nettoyage et gardiennage ont été attribués ; le marché peinture est en cours de rédaction

Nous avons réalisé la réfection de bureaux et d'espaces d'enseignement_(salle E. André, des halls, de la Salle Calville : Sols, murs, éclairage)

Les travaux sont également terminés pour le calorifugeage des points singuliers. Des travaux d'isolation sous couverture sont prévus fin novembre pour le pavillon dit « du 12 ».

Mme Bonnet présente ensuite les perspectives pour l'année 2025.

Il s'agit d'une année très importante pour l'ENSP, qui pourra, forte d'une équipe de direction soudée et enfin au complet, accélérer la mise en œuvre des projets structurants.

- La finalisation de la refonte de l'offre de formation initiale du DEP
- L'installation de l'ESJ (cf. point de discussion dédié) : projet soutenu par le MASA et qui va constituer un levier de réorganisation et de développement fort pour l'actuel département de formation continue de l'ENSP
- L'accueil, entre mai et juillet 2025, de la Biennale architecture et paysage de Versailles (Bap!) : pour conforter nos liens locaux avec la Ville, la Région, l'ENSAV, et pour faire rayonner les enjeux de paysage et de jardin

La nouvelle équipe permettra également une montée en puissance sur le pilotage_:

- RH : Travail sur la GPEC, la QVT, la formation
- DAF : travail sur les indicateurs de pilotage
- DSI : travail sur un schéma directeur numérique (focus notamment les liens entre outils numériques et pédagogie)

En matière immobilière, le chantier du siècle est un défi pour l'établissement. Les travaux urgents sont priorités (traitement des clos couverts présentant des risques urgents dès janvier) et le bâtiment Lenormand sera rénové dès que possible.

Il s'agit aussi de réaliser des travaux intérieurs dans le bâtiment Saint-Louis afin d'améliorer les conditions de travail de l'équipe administrative et de rénover les espaces très vétustes utilisés par la formation continue et la future école supérieure de jardin.

La rénovation de certains murs sera programmée si nous obtenons le soutien de nos partenaires (WMF en particulier).

Enfin, 2025 sera l'année de concrétisation du projet d'établissement qui tiendra compte des recommandations du HCERES, et des discussions sur le contrat d'objectif (COP) avec le MASAF.

M. BAVA remercie Mme BONNET pour ce point de situation. Il se félicite de voir augmenter les effectifs étudiants. Il regrette le manque de paysagistes dans la maîtrise d'ouvrage en France. Il ajoute qu'il est important de renforcer l'enseignement numérique, pour notamment, mesurer les effets du changement climatique.

Concernant la formation continue, il salue le modèle économique mis en place avec l'ESJ. Il remercie à son tour la tutelle pour le maintien de la SCSP et souligne que cela n'empêche pas l'ENSP de continuer de développer ses ressources propres, afin de faire face à l'inflation.

Délibérations

- **Procès-verbal de la séance du conseil du 20 juin 2024**

Aucune observation n'est apportée sur le compte-rendu de la séance.

Vote : 25 favorables

- **Budget rectificatif 2024**

Mme Bonnet revient sur l'année 2024, particulièrement difficile en matière de gestion, due notamment à l'absence de DAF. Un budget initial, technique, a cependant pu être réalisé. De plus, la tutelle a mis en garde l'établissement sur la possibilité de non dégel de la SCSP. Ces éléments ont appelé l'établissement à la plus grande prudence dans sa gestion, entraînant un effort de réduction des dépenses. Par ailleurs, il est constaté une baisse de recettes sur la formation continue. De plus, les mois de la saison estivale ont été maussades, ce qui a également entraîné une diminution du chiffre d'affaire de la boutique du Potager du Roi. Face à ces constats et devant la nécessité d'augmenter les recettes, l'établissement entame un important effort de recherche de partenariat et de mécénat. Le développement des ateliers pédagogiques régionaux (APR) s'inscrit également dans cet objectif. Mme Bonnet précise que 56% des recettes sont désormais assurées par des ressources autres que la SCSP, ce chiffre ayant largement augmenté sur les trois dernières années notamment grâce aux APR. Elle souligne l'efficacité de l'établissement pour développer ses fonds propres. Le site de Marseille a lui aussi, une politique très active de recherche de financement. Ainsi, et grâce à ses efforts, l'établissement présente un résultat patrimonial à l'équilibre et une capacité d'autofinancement qui dépasse la projection initiale. Cependant, la dépendance de l'établissement à ces partenariats met en risque sa situation budgétaire en cas de contexte économique et financier défavorable, comme c'est le cas désormais.

M. Pustilnicov précise qu'il y avait quelques petites erreurs sur les documents envoyés et distribué aux membres présents une note récapitulative corrigée (cf. annexe). Ensuite, il présente le budget rectificatif 2024. (cf. présentation ci-jointe).

M. Mann demande le montant représenté par les APR.

M. Pustilnicov répond que les APR représentent 250k de recettes.

M. Pustilnicov précise que la diminution de budget de fonctionnement repose essentiellement sur les services supports. La réévaluation des amortissements et provisions en investissement permet d'augmenter notre capacité d'autofinancement.

M. Mann demande si c'est une bonne chose d'augmenter la capacité d'autofinancement.

M. Pustilnicov confirme que cela permet de financer certains investissements.

M. Mann s'interroge sur le montant, particulièrement haut en comparaison des autres années, de la capacité d'autofinancement de l'établissement en 2022.

M. Pustilnicov répond qu'en 2022, il y a eu d'importants financements externes, avec des recettes exceptionnelles, essentiellement dues à la BAP.

Mme Bonnet ajoute que l'établissement a également perçu, en 2022, une SCSP exceptionnelle de la part de la tutelle pour financer des travaux.

M. Mann observe un investissement 250 k€ pour les systèmes d'information et demande des précisions.

M. Mahaud précise qu'il s'agit d'investissements sur les infrastructures réseaux.

Mme Beauvois demande, quant à elle, des précisions sur la stratégie de marque.

Mme Bonnet répond que le Potager du Roi n'avait pas de marque propre. La direction, sous l'impulsion de la nouvelle directrice de la Communication, a souhaité redonner une identité visuelle au potager, afin de le valoriser et d'augmenter sa visibilité. Le travail réalisé autour de la création de la marque a été financé par la SCSP exceptionnelle versée en 2022. Il s'agit d'un investissement qui permettra, nous l'espérons, d'accroître les ressources propres de l'établissement, et de donner une visibilité accrue à l'école par le biais du Potager et de son public.

M. Pustilnicov ajoute que ces investissements sont possibles grâce aux subventions d'investissements du MASAF mais également du WMF.

Mme Hubert demande si un budget dédié à l'informatique est prévu sur le site de Marseille. Un projet de salle informatique est-il envisagé ?

Mme Pialat répond que la ligne budgétaire concernant les dépenses liées à l'informatique est commune entre les sites de Versailles et Marseille. Les dépenses réalisées en 2024 ont permis l'acquisition d'ordinateurs portables de grandes qualités qui peuvent être empruntés par les étudiants Marseillais.

M. Mann demande si le non renouvellement d'enseignant est constaté sur le budget.

Mme Bonnet précise qu'il n'y a eu aucune suppression de postes d'enseignants à ce jour. Le recrutement d'un maître de conférences a eu un impact sur d'autres enseignants qui occupaient jusque-là le support de poste. En revanche, l'administration a renoncé à certains recrutements administratifs. L'effort a donc été réalisé sur l'administration.

Mme Beauvois constate que le nombre d'étudiants augmente : est-ce soutenable à effectif constant ?

Mme Bonnet répond que le site de Marseille a atteint sa capacité maximum d'accueil en DEP2 et DEP3. A Versailles, en revanche, ce n'est pas le cas. L'établissement a fait le choix de favoriser les dépenses du département de formation initiale, qui n'a pas subi de rabot. Par ailleurs, de nombreuses décisions sont favorables aux enseignants et étudiants dans ce budget. Il prévoit en particulier le paiement des heures complémentaires pour tous les enseignants qui peuvent en bénéficier.

Mme Vacher précise que sur le site de Versailles, le nombre exact d'étudiants par atelier fait peu de différence. Ce qui est moins le cas à Marseille, qui passe de 10-15 à 25 étudiants par promotion.

Mme Bonin a, quant à elle, l'impression que du côté des enseignants, cela impacte la charge de travail. Elle constate que la charge de coordination pèse sur les enseignants chercheurs et plaide pour l'ouverture de nouveaux postes. La transformation de poste d'enseignant-chercheur titulaire en contrat enseignement affaiblit la disponibilité des personnes et donc, de la recherche.

Mme Nogues indique qu'à titre liminaire, la représentante du CBR souhaite apporter une précision sur le rôle du contrôleur budgétaire afin d'éviter une éventuelle ambiguïté par rapport au rôle de la tutelle ayant diffusé une note d'analyse de soutenabilité financière sur le budget de l'Ecole.

Elle précise que les modalités de contrôle budgétaire sont fixées par un arrêté de 2016 pris en application des articles 220 à 228 du décret relatif à la gestion budgétaire et comptable publique. Le contrôle budgétaire vérifie la soutenabilité budgétaire au regard de l'analyse du budget mais également de la qualité de la comptabilité budgétaire. Ainsi, l'analyse de la soutenabilité se nourrit également de la connaissance de l'école qu'à le contrôleur à travers le visa des actes de gestion. Enfin, la soutenabilité s'apprécie sur la pluriannualité.

S'agissant du budget rectificatif, elle rappelle en premier lieu que les conditions d'élaboration du BI n'avaient pas été optimales et que la présentation d'un BR avait été recommandée mais qu'il n'avait pas été alors possible d'affiner les prévisions compte-tenu de la mise en place de la nouvelle équipe financière. Ce BR, dont elle salue la qualité de la présentation, traduit donc l'atterrissage pour 2024 et devrait ainsi être très proche de l'exécution finale, ce qui constitue un bon référentiel pour le BI 2025.

Le solde budgétaire demeure déficitaire mais est moins dégradé que prévu initialement, sous l'effet de la conjonction de moindres dépenses et de moindres recettes, atténuées par l'inscription d'une subvention de la Région IDF pour la BAP et du mécénat attaché à l'école supérieure de jardin. La stratégie de développement des ressources constitue un objectif fort de la direction. Le compte de résultat est quasi à l'équilibre et la CAF s'établit à 176 K€. Il convient ici de préciser que les charges et produits calculés ont été ajustés. A cet égard, il convient d'être prudent en ce qui concerne l'ajustement des dotations aux provisions pour perte d'activité.

In fine le FDR est ramené à un niveau de 6 M€, niveau confortable pour appréhender l'année 2025 dans un cadre de soutenabilité budgétaire.

M. Bava remercie le service financier et la direction pour la clarté de l'exposé, malgré des données complexes. La situation lui apparaît donc plutôt favorable.

Vote : 25 favorables, unanimité

- **Budget initial 2025**

Mme Bonnet remercie le directeur adjoint, le directeur des affaires financières et le secrétaire général, fraîchement arrivé, pour l'important travail réalisé ayant permis de remettre à niveau la gestion budgétaire de l'établissement. Elle remercie également le CBR, l'agent comptable et les équipes du ministère de l'agriculture pour l'accompagnement réalisé toute au long de l'année 2024.

M. Pustilnicov présente le budget initial 2025. (cf présentation ci-jointe)

Mme Bonnet précise qu'elle partage le constat de Mme Bonin quant à la charge de travail qui pèse sur les équipes d'enseignement. C'est pourquoi, ce budget prévoit la création de 2 postes d'enseignants à mi-temps. Elle précise que la tutelle souhaite que tout nouveau recrutement d'enseignant se fasse en faveur de l'enseignement technique.

Sur le volet enseignement, un autre engagement de l'établissement porte sur le paiement des heures complémentaires. Malheureusement, il s'avère qu'environ la moitié des enseignants seulement sont concernés, les contractuels « sous T2 » ne pouvant pas en bénéficier. Une « prime RIPEC bis » a également été mise en place pour les contractuels écoles.

Le budget initial 2025 prévoit aussi la mise en place d'un logiciel de scolarité.

Par ailleurs, ce budget poursuit les efforts engagés en recrutements de jardiniers au Potager du roi mais également pour leur formation.

Le personnel administratif va, quant à lui, voir ses conditions de travail s'améliorer avec notamment la rénovation de la salle de convivialité qui permettra également de respecter les normes d'hygiène.

Les deux grands projets stratégiques pour 2025, à savoir l'Ecole Supérieure de Jardin et la BAP, sont complètement financés par des recettes propres.

D'importants efforts en matière de programmation immobilière sont prévus, en démarrant par le clos/couvert du bâtiment Lenormand. Cela nécessite un dialogue interne pour la programmation et l'agencement des espaces.

L'aménagement du parking Saint-Louis est également jugé prioritaire. Un projet d'aménagement permettant de valoriser les formations de trois écoles est en cours. Un groupe de travail composé d'étudiants CCJP, de l'Ecole Supérieure du bois, et de l'ENSA Versailles réfléchit actuellement à l'aménagement du parking, et à la création d'une halle en bois.

Mme Bonnet remercie la tutelle pour son soutien important au travers de la SCSP immobilière. L'établissement est, cependant, conscient qu'il faudra trouver d'autres sources de financement au regard de la situation bâtiminaire. Elle précise que le financement des investissements programmés sur ce budget représente d'ores et déjà une ponction importante dans la trésorerie (2,9M).

Malgré le maintien de la SCSP et sa hausse forte (+21%) sur les trois dernières années, l'effet de l'inflation, conjugué à des hausses de dépenses salariales et à la mise en place de la Protection Sociale Complémentaire entraînent une hausse sensible des dépenses.

Les opérations non prioritaires, comme l'amélioration de l'offre de visite sur le Potager, seront réalisées uniquement en fonction des financements recueillis par le mécénat. Un travail est actuellement engagé dans ce sens avec le WMF.

M. Mann demande quelle priorité est accordée à la couverture du bâtiment St Louis.

Mme Bonnet répond que la priorité absolue est la toiture du bâtiment Lenormand, ensuite celle du bâtiment Lenotre, puis enfin, celle du St Louis. Dans l'attente, l'ensemble des toitures devra être sécurisé provisoirement.

M. Mann observe qu'au bâtiment Saint Louis, les conditions de travail sont également dégradées.

Mme Bonnet répond qu'elle en a bien conscience et que c'est pour cette raison qu'elle a écrit à la tutelle pour la sensibiliser sur la situation immobilière de l'ENSP. Le MASA flèche déjà une grosse partie de son enveloppe vers l'ENSP. Il va falloir aller chercher des financements en interministériel. En effet,

chaque toiture représente à peu près 2,5M et le CPER ne peut être utilisé que pour le jardin et pas les bâtiments.

Mme Nogues demande ce qu'il en est des prévisions établies dans le SPSI, très inférieures à celles avancées par Mme Bonnet.

M. Pustilnicov explique que le SPSI avait mal priorisé et évalué les dépenses. Les nouvelles estimations fournies par le nouvel Architecte en chef des monuments historiques sont supérieures d'un facteur deux. D'ici quelques mois l'établissement devra certainement produire un projet pluriannuel d'investissement ajusté. La question des financements des travaux se posera nécessairement compte tenu de l'importance du patrimoine historique que gère l'ENSP, rapportée à sa faible assise financière.

Mme Bonnet précise qu'un important travail de renforcement du suivi budgétaire est cours ; Il permettra de mieux suivre les dépenses en particulier immobilières. Un modèle de comptabilité analytique fine est également mis en place, qui permettra d'être plus précis sur l'équilibre financier ou le niveau de rentabilité de nos différentes activités.

M. Mann s'interroge sur la création de l'ESJ et demande des précisions, notamment sur le financement.

Mme Bonnet explique que l'ESJ est une évolution du département de la formation continue, dont le développement est financé par du mécénat (fondation Dyptique). Ce mécénat permet à l'établissement de lancer l'ESJ sans investissement et donc sans risque financier. La création de l'ESJ va permettre de redynamiser le département de la formation continue, avec un objectif de rentabilité à terme, qui bénéficiera notamment à la formation initiale du DEP.

M. Mann souhaite revenir sur la slide des recettes de la boutique. Jusqu'à quel point un établissement public peut-il se financer sur des recettes privées ?

Mme Bonnet répond que le Potager du Roi est, à sa connaissance, le seul site en France qui est à la fois un campus et un jardin historique ouvert au public. De fait, quand le public visite un site historique, il s'attend à ce qu'une boutique soit à sa disposition. C'est aussi une manière de valoriser le travail des jardiniers et une source de revenus que l'établissement ne peut, et n'a aucune raison de négliger.

M. Coppalle précise que le décret 94-1225 du 30 décembre 1994 indique que « l'école assure la gestion, la conservation et la valorisation du potager du Roi ». Ainsi, il apparaît cohérent de valoriser les produits de Potager.

Mme Nogues indique que ce budget se caractérise par un objectif de maîtrise des dépenses de fonctionnement, une volonté de saturer le plafond d'emplois et un programme très ambitieux en termes d'investissements. Il en résulte un solde budgétaire déficitaire de 3 M€. L'évolution des dépenses de personnels de l'ordre de 19,4 % est importante et devra à terme être maîtrisée. Pour ce qui concerne le fonctionnement, hors organisation de la biennale, on constate une relative stabilité par rapport à 2024. Enfin sur les investissements, le programme, très ambitieux, doit être rapproché du SPSI. Il serait souhaitable d'obtenir un état d'avancement du SPSI 2021-2026.

Les recettes évoluent à la hausse également, toujours en lien avec la biennale (avec effet connexe sur les recettes du potager) et la création de l'ESJ. Leur suivi régulier sera nécessaire pour s'assurer de réalisation de la trajectoire.

En partant des prévisions 2024, le FDR devrait s'établir à 3 M€ soit la moitié du niveau de fin 2024. Ainsi, malgré une forte dynamique en termes de développement des ressources propres, l'Ecole n'aura pas la capacité de financer, sur le moyen terme, des investissements pourtant à fort enjeu.

En conclusion, sous réserve de la perception des recettes au niveau prévu, le budget 2025 est soutenable.

Dans le cadre du compte financier 2024, il conviendra de fiabiliser les charges et produits calculés ainsi que les opérations sur recettes fléchées.

Mme Bonnet précise qu'à la suite de l'audit du Potager du roi par le CBR, qu'elle remercie, les activités liées à la boutique et l'accueil seront améliorées et mieux cadrées.

M. Coppalle revient sur le contexte budgétaire de l'état très contraint et plus précisément sur l'objectif de ramener le déficit à 5% par la diminution des dépenses publiques (2/3) et l'augmentation de l'impôt (1/3). Il précise que pour participer à l'effort budgétaire, les crédits du programme 142 à 431M€ diminuent de 4,4% (soit près de 19M€). La DGER a fait le choix, malgré ce contexte contraint, de maintenir les subventions dans les écoles d'enseignement supérieur. Par ailleurs, L'ENSP a bénéficié d'une subvention exceptionnelle de 120k€ fin 2024. Le BI paraît soutenable, avec une forte volonté d'investissement.

Mme Beauvois observe que la valorisation du Potager pourrait être pensée de manière plus écologique et s'adresser à un public moins favorisé.

Mme Bonnet remercie la tutelle de l'ENSP pour le maintien de la SCSP en dépit du contexte budgétaire. Elle répond par ailleurs que le Potager n'est pas réservé à un public privilégié. En effet, de nombreux établissements scolaires de réseaux d'éducatrices prioritaires (REP) viennent au Potager. Au printemps, l'établissement accueille jusqu'à 8 classes par semaine. La politique d'accueil des publics se veut inclusive et généreuse. Elle a à cœur de sensibiliser le grand public aux enjeux alimentaires et écologiques du jardin paysager. Certains publics viennent découvrir et visiter le potager de Louis XIV et repartent avec de nouvelles connaissances. Par ailleurs, c'est notamment le fruit de ce travail de valorisation du Potager qui permet de faire vivre l'école et notamment de financer les vacataires, les déplacements des étudiants et les allocations forfaitaires.

Mme Santini rappelle qu'il s'agit d'un jardin historique, ce qui signifie qu'il faut s'adresser à tout type de public. Cela implique d'avoir une boutique avec une librairie spécialisée. Le jardin historique existe par lui-même. Il ne s'agit pas d'une logique mercantiliste. Le site du Potager demande beaucoup d'entretien, ce qui n'est pas le cas d'un établissement scolaire classique.

Vote : 25 favorables, unanimité

- **Paramétrage Parcoursup - APA 2025**

Mme Vacher indique que le paramétrage concerne les modalités de sélection de la première phase d'admissibilité qui concerne 350 à 400 candidatures par an. Une première sélection est effectuée sur la base de l'examen du dossier Parcoursup complété par chaque candidat : parcours scolaire, bulletins de note, projet de formation, fiche avenir et centres d'intérêt du candidat. Il est proposé d'ajouter à ces documents, une page A4 (graphique, écrit, photographique) permettant au candidat d'exprimer ses talents artistiques et créatifs. L'objectif est de leur permettre de présenter un travail personnel en ajoutant une modalité d'expression moins scolaire. Au final, 25 candidats seront retenus.

Mme Vacher précise bien qu'il ne s'agit pas d'un portfolio mais d'une page format A4.

M. Joret demande s'il s'agit d'une prévisualisation de la production demandée pour l'oral ou si le sujet est libre.

Mme Vacher répond que c'est complètement libre.

Mme Bonin souligne que la part de travail personnel qui sera consacrée à ce document sera à mesurer avec précaution compte tenu du fait que les parents accompagnent, bien souvent, leurs enfants dans la démarche de Parcoursup.

Mme Hubert observe qu'il s'agit d'un travail supplémentaire qui accroît la pression de Parcoursup.

Vote : 23 favorables, 0 défavorables, 2 abstentions

- **Contribution Vie étudiante et de campus (CVEC): bilan 2024 + budget 2025**

Mme Vacher indique ce budget est une subvention reçue du CROUS à la suite du paiement par les étudiants de cette contribution. Les dépenses sont organisées en plusieurs catégories. Elles concernent les dépenses liées à la vie étudiante.

En 2021 et 2022, l'établissement n'avait pas engagé beaucoup de dépenses. Depuis 2023, l'école a mis en place des actions. Pour l'année 2024, le budget prévisionnel représentait 26k€. Les dépenses s'élèvent finalement à 15k€, pour financer des actions d'aide sociale, de tutorat, de subventions aux associations, de santé, de formation premiers secours et enfin l'organisation de la journée d'intégration.

La DEVE a attendu le renouvellement des bureaux des associations étudiantes pour lancer les appels à projets pour 2025. Le plan d'action sera précisé au prochain CA. Le budget prévisionnel est de 20.700€.

Vote : 25 favorables, unanimité.

- **Allocation forfaitaire aux étudiants, hors financement (mise à jour)**

Il s'agit d'une mise à jour pour ajuster les forfaits étudiants.

Vote : 25 favorables, unanimité.

- **Allocation forfaitaires aux étudiants, sur financement (mise à jour)**

Délibération pour les travaux réalisés par les étudiants dans le cadre de conventions (APR notamment).

Vote : 25 favorables, unanimité.

- **Principe de création de l'École supérieure de jardin**

Cf. Powerpoint de présentation ci-joint.

Le principe de la création de l'Ecole Supérieure de Jardin est soumis au vote du CA. En effet, l'établissement a besoin d'une délibération pour sécuriser les sommes au budget initial. La Fondation Dyptique a besoin de cette même délibération afin de présenter le projet à son Bureau et de libérer le premier versement sur 2024.

L'organisation plus précise de l'ESJ sera soumise à la validation du CA en mars.

Mme Bonnet constate qu'il manque un niveau de qualification en France, celui de Maître jardinier dont le rôle est de préserver le patrimoine historique et culturel des jardins mais aussi de prendre en charge les opérations dites « de nature en ville » et tout projet d'aménagement impliquant une végétalisation de nos espaces de vie. Par ailleurs, face au changement climatique, il devient très difficile de maintenir l'état des espaces jardinés. A travers cette qualification, l'ENSP souhaite redonner ses lettres de noblesse au métier de jardinier.

L'objectif est également de reconnaître le formidable travail accompli en 25 ans par le département de la formation continue et de lui offrir une nouvelle impulsion, qui pourra aussi aider au développement des ressources propres de l'établissement.

Les formations proposées par l'ESJ s'adresseraient à de nombreuses cibles en développant de nouvelles formations, initiales et continues, longues ou courtes, permettant de répondre aux besoins de la filière du jardin.

17h22 : départ M. Poirier

Plusieurs partenaires sur Versailles, en Ile-de-France et à l'international ont déjà manifesté leur intérêt pour la création de l'ESJ.

Le mise en place d'un plan de mécénat avec la fondation Diptyque permet de financer intégralement le lancement de l'ESJ. La direction recherche activement d'autres mécènes et sources de financement (notamment AMI CMA) pour s'assurer un financement total sur ressources extérieures.

17h29 : départ Mme Sellali

M. TENIERE présente le budget ESJ à horizon 2025-2026 avec deux scénarios à 3 et 5 ans, avec l'objectif de dégager une marge à terme. Les dépenses sont entièrement équilibrées par des ressources extérieures sur 2025.

Mme Bonnet indique que la projection est donc équilibrée et très prudente. Cette prise en charge par mécénat permet l'achat d'équipements qui bénéficieraient à tous les étudiants. Permet de développer la visibilité de l'existant (CCJP, stages jardins).

Mme Bonnet insiste sur le fait qu'en général, il faut ponctionner dans la réserve financière d'un établissement pendant la phase de lancement de nouvelles offres de formation, ce qui n'est pas le cas de l'ESJ grâce au mécénat Diptyque.

M. Bava souligne que c'est une sortie par le haut des difficultés rencontrée par le département de la Formation Continue. Il demande des précisions sur la fondation Diptyque.

Mme Bonnet répond que Diptyque est une marque de bougies et senteurs haut de gamme qui a créé une fondation centrée sur le jardin. Le projet est complètement en lien avec leur positionnement : le lien entre l'art et le jardin.

M. Mann demande où sera située l'ESJ et dans quels espaces auront lieu les formations.

Mme Bonnet répond que la programmation précise des espaces est en cours mais qu'a priori on utilisera le bâtiment saint Louis comme pour toute la formation continue ;

Pauline Frileux indique que beaucoup de ses questions ont déjà trouvé réponse, notamment sur le fait qu'il s'agit juste 1 L3. Elle indique que sur la dimension écologie, il y a en effet une dimension très attractive en lien avec la dimension patrimoniale. En revanche, le montage entre formation initiale et formation continue n'apparaît pas encore clairement.

Mme Bonnet indique que l'établissement pourra s'appuyer sur le rapport réalisé par les deux préfiguratrices mandatées par la DGER.

17 :45 départ M. Gueneau

Mme Bonnet précise que l'ESJ s'appuiera essentiellement sur l'actuel département de la formation continue, avec quelques ajustements et en utilisant, au maximum, ce qui a été fait sur CCJP.

Mme Bonin observe que le terme de licence renvoie à un diplôme national. Dans le cas de l'ESJ, dans quelle mesure peut-on dire que c'est une licence ? Elle soulève également une petite inquiétude sur

le recrutement au niveau bac+2 compte tenu de la pénurie de candidatures à cet échelon pour la filière du DEP. Elle souhaite apporter un point de vigilance sur le 1/2 poste prévu pour consolider l'enseignement et plus particulièrement sur la gestion du recrutement.

Elle revient sur les enjeux d'enseignement qui ont été évoqués, notamment l'adaptation aux enjeux climatiques. Par ailleurs, est-il possible, en une année, de former un élève à tous ces enjeux ? Elle comprend la volonté et souligne que les questions liées aux enjeux de santé, à la biodiversité, à l'adaptation au changement climatique y compris à ceux de la création relèvent également d'un niveau bac +5 et au métier de paysagiste.

Mme Laulier précise que l'ENSP travaille avec le lycée St Germain et l'école du Breuil afin d'annoncer dès Parcoursup qu'il est ensuite possible de poursuivre sur un niveau 6 (niveau licence). L'idée est de proposer un parcours de formation possiblement jusqu'à la thèse.

Concernant la maquette, l'écologie est au bien au cœur des priorités et de la maquette. Le travail concernant la pédagogie et la maquette est en cours et pourra être présenté dans un prochain CA.

Enfin Mme Laulier précise qu'il ne sera pas question de conception, ni de grande échelle mais plutôt d'une sensibilisation à la conception.

M. Coppalle remercie la direction pour la présentation de ce projet qui renoue avec la vocation du Potager et de l'enseignement agricole et du jardinage. Il précise que le rapport des préfiguratrices est attendu, afin d'officialiser davantage le sujet.

M. Coppalle encourage l'ENSP à cultiver des liens avec les lycées.

Il précise que ce sera bien un diplôme d'établissement, qui conférera un grade de licence.

Enfin, il félicite l'établissement pour le modèle économique. A ce stade, il n'y a pas de rattachement au bachelor agro mais cela pourra être rediscuté.

Mme Bonnet explique que la gouvernance et l'organisation de l'ENSP seront présentées au prochain CA, une fois publié le rapport des préfiguratrices qui doivent émettre des recommandations sur ces points.

Vote : 22 favorables, 0 défavorable, 0 abstention

- **Plan d'action relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes 2024-2026**

M. Ténrière explique qu'il s'agit d'une démarche interministérielle sur l'égalité professionnelle femme/homme qui tire un bilan 2020-2023 et propose un plan d'actions.

En raison de l'heure tardive (18h04), des intempéries (neige) et de la nécessité d'étudier le point correctement, il est proposé de le reporter au prochain CA.

Information

- **Audit HCERES**

Faute de temps, le point est renvoyé à la prochaine séance du Conseil d'Administration (13 mars 2025).

- **DD-RSE**

- Faute de temps, le point est renvoyé à la prochaine séance du Conseil d'Administration (13 mars 2025). **Cartographie des risques Contrôle interne comptable**

- Faute de temps, le point est renvoyé à la prochaine séance du Conseil d'Administration (13 mars 2025). **Actes pris dans le cadre de la délégation d'attribution du CA à la directrice**

Cf. document transmis pour information

La séance est levée à 18h10

Le prochain conseil d'administration est prévu le jeudi 13 mars 2024 à 14h30.